

18 décembre 2014

L'Honorable Lisa Raitt
Ministre des Transports
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Madame la Ministre,

Le 10 décembre 2014, l'exécutif national du SEPC a écrit à Deepak Chopra, président-directeur général de Postes Canada concernant plusieurs de nos préoccupations.

Les membres de l'exécutif national du SEPC continuent de croire dans notre compagnie, ses employées et employés, et nos membres. Cela dit, alors que la vision, les valeurs et les comportements de leadership de la Société canadienne des postes semblent être efficaces sur papier, malheureusement, la réalité est toute autre, elle fait peu pour faire valoir ses avantages notamment parce que l'application de ces valeurs ne se fait pas dans l'ensemble de l'organisation. Nous sommes inquiets par les agissements de la Société canadienne des postes dans ses comportements de leadership comme sa "prise de décision" est sa "responsabilisation", plus particulièrement dans les domaines de la communication, de l'orientation et de la croissance.

A titre d'exemple, le Centre national de philatélie de Postes Canada à Antigonish, Nouvelle-Écosse est une expression unique de l'identité canadienne. Les artefacts et objets qui s'y trouvent reflètent tous les aspects de l'histoire du Canada. Le Centre est plus qu'un lieu de rendez-vous pour les collectionneurs de timbres, il apporte une contribution significative à la promotion du patrimoine canadien tout en étant profitable. L'ensemble de l'effectif du Centre national de philatélie affichait fièrement autour de 1000 ans d'expérience combinée. Situé à Antigonish en Nouvelle-Écosse, le Centre a également fourni à la communauté, des emplois stables et bien rémunérés. Les employés et leurs familles ont apporté une contribution importante au bien-être financier de la région, une contribution régulièrement reconnue par la Chambre de commerce, par les entreprises locales, le conseil municipal et les communautés dans leur ensemble. Le nombre de nos membres au Centre national de philatélie a été considérablement réduit, passant de 76 à 25 membres. Cette situation est directement liée par la décision prise en 2010 par Postes Canada, de faire appel à la sous-traitance pour nos centres de contacts.

Douze(12) de ces employés ont un minimum de 29 années de service et les 13 autres, une moyenne de 15 années de service. Avec un meilleur maintien de l'effectif, une organisation est plus en mesure de conserver son capital humain et ainsi, fournir de meilleurs services. Cependant, il est clair que Postes Canada privilégie la quantité à la qualité. Ce choix continue d'avoir un impact négatif sur l'économie locale à Antigonish, un impact négatif sur nos membres, sur d'autres employés à Postes Canada ainsi que des effets collatéraux négatifs pour tous les Canadiens.

En 2010, Postes Canada a annoncé qu'elle allait externaliser ses centres de contacts et, selon un article du National Post daté du 31 mars 2010, John Caines, un représentant de Postes Canada, a annoncé publiquement ceci: "Alors qu'un nombre croissant d'emplois des centres de contacts sont sous-traités à des endroits comme l'Inde, Postes Canada cherchera à conserver les emplois au Canada". Bien que ces emplois soient techniquement au Canada, c'est notre compréhension que Minacs, à cette époque, appartenait à 90% à Aditya Birla Nuvo, un conglomérat de 24 milliards de dollars basé à Mumbai, en Inde. Selon un dossier publié par le Front commun pour la justice sociale du Nouveau-Brunswick inc., Minacs était un investissement majeur de 1,5 millions de dollars. La majeure partie de cet investissement (1,2 millions de dollars) a servi à des remises salariales afin de créer 200 emplois. De plus, une subvention de 300,000\$ (pour couvrir les coûts en capital) a été accordée par le Fonds de développement économique et d'innovation pour le Nord du Nouveau-Brunswick et ce, dans le but de mettre en place un centre à Bathurst. De tels changements continuent d'avoir un impact significatif sur les emplois à Postes Canada, les travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux Canadiens dans de nombreux centres à travers le pays, y compris Fredericton au Nouveau-Brunswick et Winnipeg au Manitoba.

Les "principes directeurs" du Plan d'action en cinq points de Postes Canada mentionnent que les Canadiens s'attendent à ce que Postes Canada demeure financièrement autonome et ne veulent pas que l'argent durement gagné des contribuables serve au financement. Cependant, Postes Canada a embauché un tiers parti qui a manifestement la mauvaise habitude d'installer ses entreprises dans diverses provinces et sont payées par des subventions financées par l'État qui, ironiquement proviennent de l'argent durement gagné des contribuables. Il est extrêmement préoccupant et inquiétant que Postes Canada ainsi que le gouvernement fédéral, ne soient pas disposés à investir directement dans de bons emplois bien rémunérés et stables. Au lieu de cela, leurs actions démontrent qu'ils préfèrent éliminer des emplois, promouvoir financièrement des multinationales étrangères et, comme insulte finale,



transférer la folie de cette mise en oeuvre (sous la forme d'une augmentation des dépenses), aux provinces. Ces mêmes provinces sont alors obligées de payer de grosses sommes d'argent durement gagnées par les contribuables canadiens à ces mêmes sociétés multinationales (qui sont habituellement basées à l'étranger), dans le seul but de créer des emplois qui sont de moindre valeur à l'échelle locale, des emplois précaires et qui sont parallèlement, des emplois qui paient un salaire nettement inférieur.

Nous sommes également préoccupés par le plan stratégique de la Société ayant trait à la croissance. La Société change la façon dont nous occupons de nos « points de remise » en coupant dans la livraison à domicile et en remplaçant une partie de la livraison à domicile par des boîtes postales communautaires. Ce changement aura un impact important sur nos services à la population canadienne, l'emploi au Canada, les aînés et les individus ayant un handicap. Bien que la Société canadienne des postes déclare qu'elle aidera ces personnes dans le besoin, nous n'avons toujours pas vu ce plan d'action ainsi que la façon dont la Société canadienne des postes prévoit s'occuper de ces demandes. En outre, bien que nous sommes manifestement d'accord avec la croissance des activités liées aux colis, nous sommes toujours en désaccord avec le nombre de coupures et le refus d'examiner d'autres secteurs d'exploitation.

En résumé, nous demandons à la Société canadienne des postes ainsi qu'au gouvernement du Canada, de réviser leur Plan d'action en 5 points décrit comme étant secret et précipité. Ceci inclus, à tout le moins, d'examiner d'autres secteurs d'activités dans le but de créer des possibilités d'emploi de grande valeur pour les Canadiens. Le temps est venu de mettre fin aux coupures dans les services et dans les emplois qui n'ont que des répercussions négatives sur nos collectivités et notre pays.

Respectueusement,

L'exécutif national du SEPC

En pièce jointe; lettre originale envoyée à Deepak Chopra le 10 décembre 2014

